

Par ANNE-CLAIRE GENTHALON
Photos BRUNO CHAROY

Dans l'église Saint-Germain à La Châtre (Indre), Jésus est en triste état. Il lui manque un coude et un pied. Marie, qui le tient dans ses bras, a perdu elle aussi de son éclat. Avec le temps, et faute de restauration, la pierre de cette statue du XV^e siècle s'est délitée. «*J'aime beaucoup le regard de la Vierge, la finesse des traits de son visage, mais ces dégradations nuisent à la beauté de l'ensemble*», s'émeut Marianne Paunet, 23 ans. Ni baptisée, et encore moins bigote, la jeune femme est étudiante à l'École

REPORTAGE

du Louvre à Paris, spécialisée dans l'histoire de l'art. Comme une vingtaine d'élèves, et en partenariat avec l'association La Sauvegarde de l'art français, elle s'est lancée dans une drôle de chasse aux trésors : sillonner les régions de l'Hexagone à la recherche d'œuvres d'art en péril.

Cet été, ces passionnés battent la campagne, dans les communes ou sur Internet, en quête de deniers pour les restaurer. «*La France est un véritable grenier d'œuvres d'art : certaines municipalités ne savent même pas qu'elles possèdent des trésors!*» déplore Léopold Legros, président de la Junior Entreprise de l'École du Louvre et en charge de la mission.

CORBILLARD. Parmi la centaine d'œuvres repérées, des peintures du Christ en croix à gogo, une série de portraits de papes menacés de se faire grignoter par des champignons, des vitraux bien sûr, des bannières de procession et même un corbillard défraîchi du XIX^e. Bref, que du patrimoine religieux. De quoi doucher les ardeurs des donateurs? «*Le patrimoine religieux constitue le plus grand musée de France : chaque église possède bien souvent au moins une œuvre d'art et, même au Louvre, la majorité des œuvres sont religieuses!*» défend Léopold Legros. Ces œuvres ne sont pas la propriété de l'Église mais celle des communes. L'Etat et les Drac (Directions régionales des affaires culturelles) font déjà beaucoup mais n'ont pas les moyens de toutes les restaurer.»

Dans l'Indre, son département d'origine, et avec la participation des institutions culturelles du coin, Marianne Paunet a identifié trois œuvres à sauver. Dans la même église que la pietà, une Pentecôte, tableau représentant la descente du Saint-Esprit sur Marie et les apôtres, de Jean Boucher de Bourges, peintre local, a connu des jours meilleurs. Et, à quelques kilomètres de là, c'est le mobilier de la petite chapelle Saint-Pierre de Vouhet du XII^e siècle et des fresques du XVI^e récemment mises à jour qu'il faut protéger.

Combien pour ces restaurations-réparations? «*Difficile à évaluer*», dit Marianne Paunet. «*Certaines œuvres nécessitent une étude préala-*



En haut, la pietà de l'église de la Châtre (Indre). En bas, Marianne Paunet devant la chapelle de Vouhet, à Dunet.

LES ENGAGÉS DE L'ÉTÉ Des vacanciers consacrent leur temps libre à une cause, une lutte, une mobilisation. Aujourd'hui, des étudiants de l'École du Louvre en quête de mécènes.

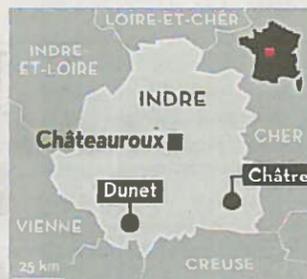
Chemin de croix pour trésors en péril

ble. Pour la pietà, la restauration est de plus de 10 000 euros.» Alors, tout l'été, comme ses collègues, elle a démarché. Appelé les entreprises locales. Toqué aux portes des grandes boîtes. Et est devenue incollable sur les avantages de la défiscalisation. En vain. «*Beaucoup de gens sont en vacances. Août n'est pas propice pour trouver des mécènes. Et la*

crise ne crée pas un contexte favorable pour les entreprises. Mais je ne désespère pas qu'un généreux donateur ait un coup de cœur!» Après tout, dans le département voisin du Cher, une entreprise agricole s'est engagée à donner 10 000 euros à une de ses collègues. Au-delà des entreprises, c'est les habitants surtout qu'il faut intéres-

ser. Pour la restauration de certaines œuvres classées, les municipalités doivent lancer des souscriptions publiques pour obtenir des subventions. «*Bien souvent, celles-ci ne combrent pas l'ensemble de la dépense*», explique Jean-Claude Nogrette, maire de Dunet, dans l'Indre. «*Notre commune compte 112 habitants, c'est compli-*

REPÈRES



303

millions d'euros, c'est le budget que consacre l'Etat à l'entretien et à la restauration des monuments historiques en 2013. En 2012, ce budget était de 376 millions.

«**Dans le contexte difficile que connaissent les finances publiques, le mécénat est un apport essentiel.**»

Aurélié Filippetti
le 16 avril 2013,
lors des Assises du mécénat

494

millions d'euros, c'est le budget du mécénat culturel en 2012, selon l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Admical). C'est plus qu'en 2010, 380 millions d'euros, mais moins qu'en 2008, 975 millions d'euros.

qué pour nous de dégager ces financements supplémentaires.» Si elle bénéficie du soutien d'associations locales de défense du patrimoine, Marianne Paunet et ses collègues ont également investi Internet pour sensibiliser la population. Twitter, pages Facebook et dons en ligne sur le site Kisskissbankbank...

«**COUP DE POUCE.** La région Centre a récolté près de 1 200 euros. Pour sauvegarder une dizaine d'œuvres. Largement insuffisant. Le 14 septembre, lors des journées du patrimoine, elle organisera des visites guidées pour expliquer les œuvres qu'elle défend. «*Les habitants ne se doutent bien souvent pas de la richesse du patrimoine juste à côté de chez eux. Dans des lieux où contrairement aux musées, l'entrée est gratuite*», soupire l'étudiante. «*Au final, nous donnons juste un petit coup de pouce, un coup de projecteur. Mais nous savons que toutes les œuvres ne pourront malheureusement pas être restaurées.*»